

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

2 février - 15 février 1970

LE NUMERO :

8<sup>me</sup> ANNEE — N° 74

0,50 F - 5 F. B.

## Solidarité de classe pour les travailleurs immigrés

Depuis la mort tragique de travailleurs africains asphyxiés à Aubervilliers, presse, radio, télévision — à grand renfort d'interview, de déclarations et de reportages — s'avisent d'expliquer à leur public qu'il « faut faire quelque chose » pour la main-d'œuvre immigrée et que le gouvernement y pourvoiera.

Cette campagne pue à tel point l'hypocrisie, le paternalisme et le chauvinisme camouflé, que les quelques malheureux travailleurs étrangers amenés pour les besoins de la

cause devant la caméra de la télévision, ont pour la plupart pris eux-mêmes le ton qui convenait; en substance: tout ne va pas très bien pour nous en France, mais après tout on aurait tort de se plaindre, on n'est pas « chez nous ». Et le public veule, confortablement incrusté dans la crasse de sa fausse « sécurité » de citoyen, dans son lugubre H. L. M. déjà dégradé mais « bien à lui » et, de plus, quotidiennement intoxiqué par sa boîte à images, d'opiner du bonnet : « S'ils ne sont pas contents, les étrangers, qu'ils restent chez eux ! »

Force de travail bon marché, chair à machines, bétail destiné à la « chaîne » ou au marteau-piqueur, la masse des salariés de couleur ou nationalité différente afflue en France, comme dans tous les grands pays industrialisés, sans garantie, sans droit réel, proie facile pour les entrepreneurs rapaces. Souvent les salariés bon teint, les travailleurs bien de chez nous, les ignorent. Eux, ils ont fort à faire avec leurs « grilles de salaires », leur « promotion sociale », leur « intéressement » et autres préoccupations de catégorie. Pourtant c'est tout près d'eux, jusqu'à les côtoyer, que se trouve le frère de classe d'un autre pays ou d'une autre couleur, celui qu'on perçoit à dix par pièce dans des logements sordides et surpayés, qu'on jette manu militari à la frontière à la moindre protestation (occuper une usine, par exemple, est considéré comme un délit, lorsque c'est le fait d'un ouvrier étranger).

Pourtant, c'est sous les yeux des travailleurs français, comme un avertissement de leur sort futur, que la main-d'œuvre immigrée ressuscite, dans toute leur horreur, les conditions barbares des premiers temps du capitalisme. A ceux qui croient au « progrès social », à la « démocratie véritable » et autres mensonges réformistes, la situation des ouvriers étrangers montre quelle est leur véritable condition, celle dans laquelle ils retomberont lors de la prochaine crise économique ; mais cela ne suffit nullement à créer, entre travailleurs de nationalité ou race différente les liens de la plus élémentaire solidarité.

Si la classe ouvrière, en France — après celle des autres pays « civilisés » — et notamment l'Angleterre (le vieux « négrier du monde » a été le premier à corrompre matériellement et idéologiquement son prolétariat grâce à ses rapines coloniales) est incapable de cette solidarité à l'égard de ceux que le capital national et démocratique exploite encore plus qu'elle, ce n'est pas simplement en raison d'une vieille tradition chauvine fortement implantée. La masse des ouvriers n'est rien sans organisation ; elle n'agit — et ne réagit — en classe que pour autant qu'elle dispose de son parti, qui n'est pas seulement un encadrement pour la lutte, un centre de directives d'action, un poste de commandement pour l'offensive sociale, mais aussi un souffle ardent de révolte permanente, toujours en éveil, toujours prêt à riposter promptement à toutes les exactions de la classe adverse sur n'importe quel groupe ou catégorie de travailleurs salariés.

C'est peu dire que d'affirmer que ce parti, emporté par la dégénérescence du communisme international, souillé d'infamie par la contre-révolution stalinienne, n'existe plus en tant que tel. Il ne se manifeste — sous un sigle menteur qui est une insulte au prolétariat — que comme le suppôt le plus zélé et le plus efficace du capitalisme. L'affaire des travailleurs africains asphyxiés devait fournir au P. C. F. l'occasion de se pencher à son tour sur ce « problème » et d'y trouver sa « solution ». Tout comme l'humanitarisme bourgeois à l'égard des travailleurs étrangers se concilie avec le souci des bonnes affaires — c'est-à-dire contrats de surexploitation dament signés et « meneurs » indésirables expulsés — la sollicitude des « communistes » entend s'exercer sans porter préjudice à l'Etat national, au Conseil d'administration du capitalisme français.

Il s'agit — comme dit "l'Humanité" du 13 janvier 1970, — « d'apparaître aux yeux de la masse » des émigrés comme le seul et véritable défenseur de leurs intérêts » ... Oui, mais sans causer d'ennuis au « budget de la nation », sans risquer de mécontenter le contribuable-électeur par quelque revendication « trop coûteuse ». Et c'est là que ces messieurs font preuve d'un extraordinaire doigté. La proposition de loi déposée par les parlementaires du P.C.F. concernant le problème du logement des travailleurs immigrés réclame au patronat « le financement de logements sociaux », et au gouvernement « le déblocage de fonds supplémentaires », mais elle prescrit en outre que « la France devra demander aux pays d'immigration la négociation de nouveaux accords afin d'assurer de la part de ces Etats pour lesquels l'envoi d'économies à leurs familles par les immigrés travaillant en métropole a représenté pour 1967 deux milliards de recettes en devises, une participation au financement de logements humains pour leurs ressortissants. »

Voyez le ton éminemment « internationaliste » de ces gens qui osent se réclamer de Marx et de Lénine ! Ce qui les chiffonne, au fond, ce n'est pas tant que ces travailleurs immigrés soient volés comme dans un bois, parqués comme des bêtes sous la menace continue de la « police démocratique », c'est que nos chères devises nationales — sous forme d'économies réalisées par ces travailleurs en rognant sur leurs besoins — s'en aillent grossir un

autre budget capitaliste, améliorer la situation d'un autre budget national ! Est-ce là un langage de communistes, de représentants de prolétaires ou bien l'expression d'une psychologie de misérables petits-bourgeois et de cupides bas-de-laine qui reprochent à « l'étranger » le croûton qu'il gagne en accomplissant les besognes les plus dures et les plus répugnantes que, eux, depuis longtemps, se refusent à faire ?

Même d'un point de vue de banal droit bourgeois, la proposition est absurde : c'est à l'employeur qui exploite la force de travail immigrée, en tire sueur et plus-value qu'il incombe de pourvoir à son entretien, donc à son logement. Mais du point de vue du prolétariat la position du P. C. F. est parfaitement ignoble. Notre ennemi de classe est chez nous, notre adversaire direct de classe est notre Etat national et c'est en luttant côte à côte avec les travailleurs immigrés, sans distinction de race et de couleur, que nous devons réaliser la véritable unité de classe. Non pas en recherchant dans l'enceinte parlementaire une égalité de droits des travailleurs étrangers qui ne peut être que formelle, mais en faisant des grèves de solidarité effective, en fraternisant pratiquement avec eux et en rejetant tous impératifs ou considérations autres que l'intérêt commun des exploités de toutes races et couleurs.

C'est cela l'internationalisme, le communisme, messieurs les renégats !

## L'Impérialisme et le Biafra

Le massacre de quelque deux millions d'hommes, une génération encore dans l'enfance définitivement marquée par la famine et la terreur, la haine raciale à son paroxysme : voilà le pur produit, au Biafra, du colonialisme britannique et de l'impérialisme mondial dont les sanglantes vedettes ont été en l'occurrence les U. S. A., la Russie et la France.

Le Nigéria constitue un exemple typique (mais non pas unique !) de ces Etats artificiels qui ont hérité de frontières tracées uniquement en fonction du rapport de forces établi entre les puissances colonisatrices lors du grand partage de l'Afrique. Que les Etats africains formellement indépendants aient depuis considéré ces frontières comme intangibles, prouve seulement la grande faiblesse du mouvement bourgeois d'indépendance nationale en Afrique, et l'impatience tragique dans laquelle le retard de la révolution prolétarienne dans les pays développés a jeté l'évolution historique des peuples sur le dos desquels l'Europe colonialiste a bâti sa puissance. La domination impérialiste sur le monde condamne le continent africain à servir de champ clos aux rivalités des « grands ». La disproportion des forces, est telle qu'au moins dans un avenir prévisible, l'Afrique ne pourra secouer le joug qu'à la faveur d'une révolution communiste dans les pays développés. Mais alors, il s'agira de bien autre chose que d'une systématisation nationale qui promettrait à l'Afrique de parcourir à son tour les étapes de la « civilisation » capitaliste et nul doute que dans les foyers d'industrialisation que sa soif de profit contraint l'impérialisme de développer ici et là, de façon mesquine et contradictoire et toujours au prix de la plus impitoyable surexploitation, se dressera le prolétariat africain.

En attendant, l'impérialisme mondial a pu agir à sa guise au Biafra. Pour établir sa domination, l'administration coloniale britannique, ici comme en Inde, avait suffisamment attisé les rivalités ethniques pour que, dans le cadre d'un Etat pluri-national s'efforçant de mener à bien une accumulation primitive du capital, le peuple Ibo (« christianisé » et dont la bourgeoisie connaissait un certain développement) en vienne, à la suite d'un coup d'Etat manqué suivi d'une terrible répression, à se séparer de l'Etat fédéral nigérian, dominé par les émirs islamiques du peuple Hausa.

Le sous-sol biafrais étant particulièrement riche, de pétrole surtout (premier gisement d'Afrique noire), ce fut alors la ruée. La Russie « socialiste » se trouva associée à l'ancien maître colonial, l'Angleterre, et aux U. S. A. pour fournir un arsenal militaire de premier ordre aux fédéraux nigériens (les Américains, avec leur hypocrisie habituelle, affectèrent de ne pas livrer d'armes, mais seulement des dollars). L'impérialisme français, que rien de ce qui touche au pétrole ne laisse indifférent (voir Lybie), la main sur le cœur et les grands principes à la bouche, se lança dans son aide... humanitaire au Biafra (qu'il avait probablement poussé lui-même à la sécession ou à tout le moins encouragé dans cette voie), tout en organisant la contrebande d'armes par l'intermédiaire de possessions portugaises (île de São Thomé) ou de la Côte d'Ivoire et du Gabon, dont les gouvernements sont à sa dévotion.

Aujourd'hui, tous les Etats civilisés se donnent bonne conscience en rivalisant de bons sentiments. Spectacle odieux et répugnant ! Non, la guerre du Biafra n'est pas une atroce mêlée aux causes mystérieuses, entre peuples aux mœurs inconnues : c'est le crime, un des crimes de l'impérialisme. Les Etats américain, russe anglais et français ont, dans un camp ou dans l'autre, assassiné un peuple coupable avant tout de posséder du pétrole !

## Son Excellence l'Ordre

Grand défenseur de l'Ordre, de la Propriété et de la Démocratie, Marcellin a tenu à rassurer de vive voix les bonnes gens que les exploits récents de sa police n'auraient pas encore tranquilisés. Il ne s'agissait encore, dans son discours, que des étudiants et des lycéens, mais le P. C. F. s'est tout de même ému, touché par une allusion à ceux qui voudraient créer « les conditions qui permettraient de faire jouer une prétendue alternative démocratique ».

Rassurons ses militants. Son amour de l'ordre, le P.C.F. l'a prouvé avec suffisamment d'éclat et suffisamment souvent pour ne point risquer d'éveiller le soupçon de subversion. Au reste, si M. Marcellin peut exercer aujourd'hui avec tellement de zèle son métier de « premier flic de France », n'est-ce pas à un certain Thorez, vice-président du gouvernement de Gaulle à la Libération, qu'il le doit en définitive ? En effet, ce Thorez (et son parti) n'avait-il pas défini — et mis en pratique ! — cet immortel principe des gardiens de l'Ordre : « Un seul Etat, une seule armée, une seule police » ?

Quant à Togliatti, le compère italien de Thorez, il a laissé à la postérité, alors qu'il était, à la même époque, ministre de la Justice du gouvernement de Gasperi (démocrate-chrétien), une circulaire adressée aux présidents et procureurs généraux près les Cours d'appel qui vaut

vraiment la peine d'être citée. Après avoir stigmatisé « les manifestations de démobilisés et de chômeurs qui ont culminé dans de très graves épisodes de dévastation et de pillage d'édifices publics et de dépôts d'alimentation », M. Togliatti se déclare « pleinement convaincu de la nécessité absolue, pour l'autorité judiciaire, d'appuyer efficacement l'action énergique entreprise par la police pour le maintien de l'ordre public » ; il invite donc la magistrature « à agir avec la plus grande rapidité et la plus extrême rigueur contre les personnes poursuivies... afin d'assurer une répression rapide et exemplaire... grâce à une instruction sommaire et une procédure accélérée ».

Cela se passe de commentaire. Les partis « communistes » officiels peuvent bien, après coup, pleurnicher sur les « excès » de la police ; c'est bien

eux qui ont aidé (et avec quelle efficacité !) à sa reconstitution, à son renforcement. Erreur de tactique ? Allons donc ! C'est le rôle, partout et toujours, de l'opportunisme qui prétend parler au nom de la classe exploitée, mais qui refuse de toutes ses forces le renversement violent de l'Etat constitué, qui pourrait seul permettre sa libération.

L'Etat bourgeois, son gouvernement et sa police constituent les défenseurs « naturels » du régime capitaliste, et le prolétariat sait qu'aucune « impartialité », aucune pitié ne doivent être attendues de ces organisations au service exclusif de la classe ennemie. Ce qu'il sait moins, mais qu'il doit apprendre sous peine de rester indéfiniment l'esclave du Capital, c'est que l'ennemi le plus dangereux, parce que le plus hypocrite, est dans ses propres rangs : c'est l'opportunisme conciliateur des partis communistes dégénérés qui préchent le pacifisme social pour interdire à la classe ouvrière de s'organiser en vue de la lutte révolutionnaire, mais qui n'hésitent pas à transformer l'ouvrier en chair à canon pour la gloire de la patrie capitaliste ou à se muer eux-mêmes en flics anti-ouvriers lorsque l'ordre est menacé.

### PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : les samedis 7 et 21 février, de 15 à 19 h.; les dimanches 15 février et 1<sup>er</sup> mars, de 10 à 12 h.; au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5<sup>e</sup>), métro Gobelins.
- A MARSEILLE: les samedis 7 et 21 février, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

## Compte-rendu de la réunion générale

## La fonction de la Social-Démocratie

L'article que nous publions ci-dessous a paru pour la première fois dans l'organe du Parti Communiste d'Italie, Il Comunisti, le 6 février 1921. Pendant notre réunion générale de septembre 1969, il a servi d'introduction au rapport sur le mouvement prolétarien pendant et après la première guerre mondiale, surtout en Europe centrale et en Allemagne, rapport qui sera complété dans les réunions ultérieures.

Cette introduction avait pour but de rappeler que le marxisme ne se contente pas de prévoir dans toutes ses phases et manifestations le cycle du mode de production capitaliste, sa dynamique interne, ses antagonismes, ses alternatives d'expansion et de crises, ni de formuler des lois qui ne sont que des constantes dans la manifestation des phénomènes, qu'il s'agisse de leur succession, de leurs convergences ou divergences ou de leur chevauchement. Il prévoit aussi le comportement des formations sociales et de leurs expressions politiques, les partis, dans les différentes phases de la lutte de classe, et il ne serait ni une conception scientifique, ni à plus forte raison un guide sûr de l'action révolutionnaire du prolétariat s'il ne le pré-

voyait pas.

Quand Marx et Engels firent le bilan de la révolution européenne de 1848-49 — ils le firent au cours même des événements — et qu'ils eurent donc à illustrer le rôle de la petite bourgeoisie et de ses partis, ils formulèrent ce que nous sommes fondés à appeler la loi de son comportement pratique aux moments décisifs de l'histoire face aux deux classes fondamentales engagées dans une lutte à mort. Cette loi est valable pour toutes les époques et pour tous les pays, et non pour les deux années en question et pour une aire géographique limitée. Lénine fit de même quand il fit découler l'opportunisme du phénomène de l'« aristocratie ouvrière », et cette forme particulière d'opportunisme qu'il appela le « centrisme » — Indépendants d'Allemagne, maximalistes italiens, etc... — de l'influence de la petite bourgeoisie et de ses idéologies sur la classe ouvrière par l'intermédiaire de cette aristocratie : il donna la forme d'une loi définitive à un fait politique et social de première importance, à savoir l'alignement naturel des renégats opportunistes selon une certaine attitude pratique à l'égard des classes en lutte et de

l'Etat politique, attitude n'ayant pas une signification individuelle, mais collective, et ne répondant pas à des raisons morales ou psychologiques, mais à des raisons historiques et sociales.

L'Internationale Communiste donna les premiers signes de dégénérescence lorsqu'elle commença à supposer, en contradiction avec toute la tradition bolchevique, qu'il était possible sinon de modifier, du moins de neutraliser par des combinaisons et des manœuvres, l'alignement automatique des forces sociales et politiques petites-bourgeoises sur le terrain des luttes sociales, comme s'il était possible de rendre la social-démocratie, et pis, sa variante centriste, différentes d'elles-mêmes. Cela la poussa à supposer qu'un éventuel gouvernement social-démocrate pouvait représenter pour le prolétariat une « occasion plus favorable » à la conquête du pouvoir qu'il fallait donc favoriser, pour ensuite appuyer le gouvernement lui-même s'il s'installait, ou même le valoriser aux yeux des masses en entrant dans des coalitions gouvernementales temporaires.

Pour la Gauche, au contraire, le bilan même des grandes et tragiques luttes de 1917-19 avait liquidé pour toujours pa-

reille tactique, et les communistes ne devaient pas souhaiter pouvoir la répéter « dans des conditions différentes » et avec des « perspectives plus favorables ». C'était pour elle une prévision scientifique fondée sur des lois, des constantes historiques, des nécessités objectives, comme le mouvement prolétarien pendant et après la guerre l'avait démontré, non seulement avec la capitulation retentissante de la social-démocratie devant les « exigences de la défense nationale » et avec sa conversion au « social-chauvinisme », mais avec sa fonction ouvertement répressive à l'égard de la classe ouvrière lorsqu'elle exerça le pouvoir pour le compte de la bourgeoisie à la fin du conflit et avec le rôle néfaste de son aile « gauche » tantôt ouvertement solidaire de la droite social-démocrate, tantôt formellement séparée d'elle selon les exigences contre-révolutionnaires de conservation du régime, mais toujours d'autant plus dangereuse qu'elle affectait d'être plus « rouge ».

L'article ci-dessous servira de prologue à la démonstration de cette thèse que nous développerons ultérieurement sur la base des faits historiques.

La révolution de Russie, d'Allemagne et d'autres pays a montré que la conquête du pouvoir par le prolétariat et la période de la dictature sont précédés par une phase historique dans laquelle le gouvernement passe dans les mains des partis sociaux démocrates ou d'une coalition de ceux-ci avec les partis bourgeois. Après ces événements, on est donc souvent amené à se demander si une telle phase se vérifiera également dans les pays occidentaux

comme prologue de la révolution prolétarienne. Selon certains, même en Italie, nous devrions traverser cette période avant d'aller plus loin, et il serait donc de bonne tactique, même du point de vue révolutionnaire, de provoquer la fameuse expérience de gouvernement social-démocrate pour accélérer l'aboutissement de cette phase historique nécessaire à ses ultimes conséquences. Au contraire, selon les communistes, cette période n'a aucun ca-

ractère de nécessité historique et le mouvement révolutionnaire doit tendre directement à l'instauration de la dictature du prolétariat par la lutte directe contre le régime bourgeois actuel.

Naturellement, cette seconde opinion constitue la solution communiste du problème. Cependant, il nous semble qu'une appréciation plus exacte de la question, des caractères et de la fonction du mouvement social-démocrate est nécessaire pour pouvoir donner une réponse critique exhaustive à la question, et pour pouvoir en tirer les conclusions tactiques qui nous intéressent.

Un régime démocratique-bourgeois ayant un programme de réforme radical-socialistes se présente comme un réel intermédiaire entre l'ordre en vigueur et celui du prolétariat là où l'avènement de la bourgeoisie capitaliste proprement dite n'est pas encore un fait historique accompli et où existent encore des formes politiques et sociales arriérées correspondant à des phases de la société depuis longtemps révolues dans les autres pays. Même dans ces conditions, il n'a jamais été douteux du point de vue marxiste que, tout en comprenant et en reconnaissant théoriquement que la constitution d'un régime parlementaire constitue un pas en avant vers le plus large développement de la lutte prolétarienne, les communistes doivent combattre non seulement la vieille classe dominante et ses partis, mais la nouvelle qui tend à la remplacer, se refuser à conclure avec elle une trêve et s'efforcer d'en renverser le pouvoir le plus tôt possible, afin de ne pas laisser

passer la courte période pendant laquelle le pouvoir de l'Etat n'a plus de base stable et où il est donc plus facile de s'en emparer révolutionnairement. Quoi que puissent en dire ceux qui ignorent le marxisme, telle était la pensée de Marx et des communistes face à la situation de l'Allemagne et d'autres pays en 1848, et tel est aussi le grand enseignement de la révolution russe.

Mais, dans ce sens, on ne doit ni ne peut parler d'une fonction historique de la social-démocratie dans les pays d'Europe occidentale où le régime démocratique bourgeois existe depuis longtemps, se survit même historiquement et est entré dans sa phase de décadence. Pour nous, il ne peut y avoir d'autre passage révolutionnaire du pouvoir que des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, de même qu'on ne peut concevoir d'autre forme de pouvoir prolétarien que la dictature des Conseils.

Faire cette constatation évidente ne signifie pourtant pas exclure que la social-démocratie exerce ou se prépare à exercer toute une fonction spécifique dans les pays dont nous parlons. Les partis sociaux-démocrates soutiennent que l'époque de la démocratie n'est pas encore close et que le prolétariat pourra encore utiliser à des fins de classe les formes politiques de cette démocratie. Mais comme il est évident que ces formes sont déjà depuis longtemps en vigueur et que, surtout dans les conditions actuelles héritées de la guerre, le prolétariat n'en retire aucun avantage, les sociaux-démocrates sont amenés à prévoir et à proposer des formes démocratiques plus parfaites et complètes selon eux, et ils soutiennent que le système actuel agit contre le prolétariat uniquement parce qu'il n'est pas vraiment et intimement démocratique. De là tous les projets d'institutions nouvelles sur la base de la République, de l'élargissement du droit de vote, de la suppression du Sénat, de l'extension des fonctions et des droits des Parlements et ainsi de suite.

L'expérience des dernières révolutions ainsi que la critique marxiste nous démontre que tout ce bagage politique ne sert qu'à masquer un mouvement qui constitue le dernier et l'unique programme et méthode de gouvernement possibles pour la bourgeoisie dans les conditions critiques d'aujourd'hui. Comme tous les gouvernements formés sur de telles bases, non seulement ils ne constituent pas une transition vers la conquête du pouvoir par les masses prolétariennes, mais ils représentent le dernier et plus efficace obstacle que le régime en vigueur oppose à la menace de subversion. Le contenu théoriquement démocratique de ce mouvement fait place (ce qui est la confirmation logique de notre doctrine selon laquelle la démocratie est historiquement révolue) à une pratique de dictature et de

terreur, mais dirigée contre le prolétariat et le communisme.

La social-démocratie a donc une fonction spécifique dans le sens qu'il y aura probablement dans les pays occidentaux un moment où les partis sociaux démocrates seront au gouvernement, seuls ou avec des partis bourgeois. Mais là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter, un tel intermédiaire ne représentera pas une condition positive, une condition nécessaire pour l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires ; il ne constituera pas une préparation utile à cet avènement, mais une tentative bourgeoise désespérée pour diminuer et dévier la force de l'attaque prolétarienne et, s'il reste à la classe ouvrière assez d'énergie pour oser se révolter contre le « légitime », le « bon », le « humanitaire », le « bon » gouvernement social-démocrate, il servira à l'écraser impitoyablement.

On ne peut donc prévoir aucune époque de transition quelconque entre la dictature actuelle de la bourgeoisie et la dictature prolétarienne ; mais il est par contre à prévoir (et les communistes ne doivent pas y manquer) qu'une forme ultime et insidieuse de la dictature bourgeoise s'instaurera qui, sous le prétexte de modifier les institutions, justifiera la remise de tout l'appareil actuel de défense du capitalisme aux socialistes. Du point de vue tactique, les communistes qui font cette prévision ne se résignent nullement à la voir se réaliser, justement parce qu'ils lui dénie le caractère d'une nécessité historique universelle. Forts de leur expérience internationale, ils se proposent de démasquer par avance le jeu insidieux de la démocratie, et de commencer leur attaque contre la social-démocratie sans attendre que sa fonction contre-révolutionnaire se soit révélée avec éclat dans les faits mêmes. Ils tenteront donc de préparer le prolétariat à étouffer dans l'œuf ce produit monstrueux de la contre-révolution, sans exclure que l'attaque finale doive se déclencher contre un gouvernement socialisant, ultime gérant du pouvoir de la bourgeoisie.

Quant aux propositions tactiques tortueuses de communistes

(Suite page 4)

## A propos de violence

Après la mort de Robert Kennedy, il a été institué aux Etats-Unis une Commission parlementaire chargée d'enquêter sur la violence dont la douce Amérique est le théâtre quotidien. Dans le rapport fourni par cette Commission, il est établi que, depuis 1960, « le taux d'homicides pour 100.000 personnes a augmenté aux Etats-Unis de 36 %, les actes de violence physique se sont accrus de 65 %, les coups et blessures de 77 %, les agressions à main armée de 119 % ».

Les U. S. A., signale également le rapport, atteignent dans le domaine des homicides l'indice 6,8 pour 100.000 habitants avec un accroissement de 30,4 % de 1955 à 1965. « La principale cause de violence — dit encore le document — est la pauvreté ; plus de cinq millions de familles, un sixième de la population urbaine, vit dans les slums (bas-fonds de la ville habités par les pauvres). Les crimes les plus violents sont commis par les personnes qui, sur le plan de l'emploi, sont les plus mal pourvues ».

La Commission constate à ce propos que « les institutions politiques et sociales n'ont pas suivi le rythme du progrès scientifique, technique, industriel et les transformations que ce dernier a provoquées dans la vie nationale ». De cette reconnaissance en bonne et due forme des carences du capitalisme, nous, communistes internationalistes, ne nous étonnons aucunement. C'est une norme générale, dans ce système, que les « institutions » soient toujours « en retard » sur les problèmes que la production pose à la collectivité humaine.

Le dernier cri de « l'urbanisme » bourgeois, plutôt que les réalisations monumentales d'un Le Corbusier, serait plutôt les bidons-villes dont la plaie s'étale autour de toutes les grandes villes, et pas seulement de celles d'Amérique, mais aussi d'Europe, d'Italie... et de France ! C'est seulement après que des multitudes immenses s'y soient entassées qu'on s'aperçoit de la surpopulation des villes. C'est seulement après avoir été terrassé par l'atmosphère irrespirable de Chicago que le commissaire officiel chargé de surveiller la pollution de l'air à Chicago s'avise que celui-ci est proprement irrespirable. C'est seulement après avoir mis tout une journée, dans une voiture puissante, pour traverser une ville, qu'on se rend compte que l'automobile n'est plus un progrès sur l'antique omnibus tiré par des chevaux. De même, c'est seulement après avoir observé la violence dans ses mille manifestations quotidiennes qu'on peut constater qu'elle est devenue la règle de la société capitaliste moderne. Les institutions, quels que soient le nom qu'on veuille leur donner et la tâche qu'on leur assigne, n'ont jamais pour but, dans cette société, de prévenir des dommages déterminés, mais seulement de tenter d'y trouver remède, d'une façon ou d'une autre, après qu'ils sont survenus. La Commission parlementaire dont il est question plus haut a pompeusement établi que « les » périls les plus graves, aujourd'hui, sont au cœur du pays : urbanisme, sation sans programme, discrimination raciale, ruine des cadres sociaux, négation de l'égalité entre les hommes ».

Puisqu'il en est ainsi, l'honorable Commission étudie maintenant les moyens de réaliser une société capitaliste en continue expansion sans provoquer l'urbanisme le plus anarchique, les différenciations économiques vertigineuses d'un individu à l'autre et d'une classe à l'autre ; sans déclencher la concurrence la plus impitoyable entre groupes sociaux et entre citoyens ; sans explosion de haine raciale ; sans pollution de l'atmosphère sous l'effet d'une production qui, théoriquement, devrait être le bien suprême... et ainsi de suite. Pendant que vous y êtes, messieurs, veuillez donc étudier aussi les causes... de la haine entre les classes !

Ils proposent donc, ces messieurs de la Commission, que l'on cherche les 20 milliards de dollars qui sont nécessaires pour porter remède à la crise du logement aux U. S. A. Ce problème résolu (partiellement), soyons sûrs que le capitalisme en posera d'autres encore plus dramatiques : il reste égal à lui-même, avec ses violences caractéristiques (appelées à provoquer des réactions toujours plus violentes des simples individus) et d'autant plus répugnantes que leurs auteurs sont plus profondément immergés dans la fange putride de ladite société « progressive » d'aujourd'hui.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969

## LISTE N° 11

Balilla, 10 ; Mario, 10 ; Coradini, 20 ; Réunion publique, 160 ; Mario, 10 ; Anita, 10 ; Barbière, 5 ; Un sympathisant, 5 ; Paris, Novembre, 359 ; Gérard, 20 ; Anonyme, 3 ; R. et R., 40 ; Hors du troupeau, 10 ; Ther, 5 ; Germaine, 25 ; J. P., 1 ; Lucien, 20.

Total liste N° 11 688,00 F

Total précédent... 15.726,35 F

Total général... 16.414,35 F

## 1970

André, 50 ; Gérard, 70 ; Ther, 10 ; Emile, 40 ; Hors du Troupeau, 10 ; S., 40 ; Lucien, 40 ; Larbi, 5 ; Rosa, 20 ; Raymond, 5 ; Salvatore, 10 ; Pascal, 5 ; Mario, 7 ; Philippe, 10 ; Jean-Claude, 20 ; Lecteur Liégeois, 10 ; Pluto et Dédé saluent Bruno, 10 ; Soutien Adolphe, 15 ; R. et R., 40.

Total Liste n° 1... 377,00 F

## Correspondance :

« le prolétaire »  
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

## Versements :

« le prolétaire »  
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

## Abonnements :

« le prolétaire »  
1 an : 10 F (100 FB)  
6 mois : 5 F (50 FB)  
(pli fermé : 15 et 7,50 F)  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)  
« programme communiste »  
et « le prolétaire »  
1 an : 25 F (250 FB)

# Limites et dégénérescence du Syndicat

## Socialisme et Syndicalisme

Entre toutes les variétés de syndicalisme et la théorie du socialisme scientifique il existe une différence fondamentale : le syndicalisme envisage, fût-ce avec des moyens quelquefois très différents, l'émancipation de la classe ouvrière dans le respect des catégories de la production capitaliste (monnaie, valeur marchande des produits, concurrence entre entreprises, etc...), tandis que le socialisme scientifique pose un préalable impératif à cette émancipation : la suppression totale de ces catégories.

Pour percevoir la différence, il faut déjouer le piège de l'équivoque des formules consacrées : tous les syndicalismes, qu'ils s'affirment révolutionnaires ou qu'ils se reconnaissent réformistes, ont toujours prétendu poursuivre, soit d'un seul coup, soit par étapes, l'abolition du salariat.

Pour se survivre, le syndicat, bien que devenu basement opportuniste et servilement docile à toutes les exigences du capitalisme, a tellement besoin de cette pure pétition de principe, que la C.G.T. ne s'est que tout récemment décidée à la faire disparaître du fameux article 1<sup>er</sup> de ses statuts. Cet escamotage du vieux cri de guerre de l'abolition du salariat n'en est pas moins significatif de l'impossibilité, pour le syndicalisme dégénéré, de conserver à son fronton l'évocation, même purement formelle, des intentions révolutionnaires de sa jeunesse. Ce qui importe en effet pour détruire l'exploitation capitaliste, ce n'est pas de « rendre sociale » une production qui l'est déjà, mais de détruire une appropriation de ses produits qui demeure appropriation de classe.

Ici encore, il faut être précis sur le sens des termes. Appropriation de classe, non pas simplement parce que c'est la bourgeoisie qui dispose de la plus grande partie du produit social, mais parce qu'elle en dispose de telle façon que toute l'activité économique et sociale est soumise à ses seuls intérêts. Ce qui est cause d'aggravation continue de la condition des salariés, ce n'est pas tant la part de produit consommée de façon parasitaire par les bourgeois, que la part beaucoup plus importante qu'ils sont contraints

— pour garantir leurs privilèges de classe — de transformer en capital, c'est-à-dire en force sociale toujours accrue qui pèse lourdement sur les rapports qui existent entre la classe capitaliste et la classe salariée et donc sur les conditions faites à cette dernière.

Chaque cycle de la production capitaliste laisse aux chefs d'entreprise un « surplus » qui est le profit ; mais c'est ce surplus qui, par sa nature même, impose aux capitalistes le seul usage qu'ils peuvent en faire : l'échanger à nouveau contre de la force de travail, pour engendrer, encore et toujours du profit qui, à son tour, manifesterait la même exigence, et ainsi de suite. Là réside la plaie incurable du capitalisme : son anarchie productive, source de surexploitation du prolétariat et de misère pour la majeure partie de la société. Dans ce système infernal, on produit, non pour satisfaire les besoins des hommes, mais pour repaître une sorte de monstre impersonnel, le capital, qui n'existe que pour s'échanger contre de la force de travail, se reproduire lui-même !

Le capital n'a aucun scrupule, par exemple, à ruiner les cultures vitales de tout un pays, comme à Cuba, où il les a éliminées au profit de la canne à sucre, puisque c'est le sucre seul qui l'intéressait. Il ne se soucie pas davantage des conséquences de la profusion des heures supplémentaires et de l'intensification délirante du rythme productif dans une branche donnée et qui se traduiront demain par le chômage et la faim pour les salariés de

Nous écrivions dans notre numéro de décembre que, sans l'aide d'une critique scientifique des rapports de production capitalistes — qui surgit nécessairement à l'extérieur du syndicat — cette organisation, bien que de nature ouvrière, est tout naturellement dominée par l'idéologie bourgeoise d'une répartition « plus juste » du produit social dans le cadre inchangé de ces mêmes rapports de production. (Le début de cette série d'articles a paru dans les numéros suivants du « prolétaire » : 67 à 71).

Contre cette prétention chimérique d'introduire la « justice » là où ne règnent que

cette branche : ce qui compte pour lui c'est de « tourner » le plus rapidement possible et d'engendrer encore du profit, encore du capital ! Par sa volonté aveugle, des régions entières sont ouvertes à une agriculture industrielle privée de débouchés et qui ne peut conduire ceux qui la pratiquent qu'à la ruine : peu importe ; l'essentiel c'est de trouver une utilisation au capital ! De façon permanente ce dernier exténue la force de travail pour se reproduire toujours plus vite, ce qui, à l'échelle mondiale, conduit tout droit à la crise générale.

Briser cette force impersonnelle du capital, détruire ce monstre qui, comme un cancer, dévore tout l'organisme social et le conduit à sa perte, tel est le problème central, le seul problème, de l'émancipation des classes exploitées. L'enjeu véritable de la lutte qui oppose le prolétariat à toute la société capitaliste, ce n'est donc pas l'importance respective des parts de produit social que reçoivent, d'un côté la classe bourgeoise, de l'autre la classe salariée, mais l'utilisation de la totalité de ce produit, soit pour la perpétuation du capital, soit pour son implacable destruction !

Détruire le capital, c'est détruire le profit et le rapport d'échange qui l'engendre ; c'est-à-dire abolir le caractère de marchandise de la force-de-travail. Si le capital existe et si le profit en est la source, c'est parce que la valeur marchande de la force de travail (le salaire), qui représente le prix des produits nécessaires à son entretien et à sa reproduction, est inférieure à la valeur qu'elle est susceptible de créer lorsqu'elle est utilisée rationnellement dans les conditions modernes de la production, laissant ainsi au capitaliste, lorsqu'il a réglé le salaire de ses ouvriers, un excédent.

S'agit-il, pour abolir l'exploitation capitaliste, de supprimer purement et simplement cet excédent, c'est-à-dire de limiter l'utilisation de la force de travail à la production de la seule quantité de valeur que représente son salaire ? Ce serait faire retomber la société tout entière à un niveau de développement inférieur à celui atteint par le capitalisme et qui est indispensable pour que le socialisme soit possible. Il s'agit donc de transformer radicalement la nature et l'utilisation de cet excédent : l'arracher à la classe capitaliste et le restituer, sous la forme qui convient, à toute la société. Ce qui suppose des conditions politiques et des conditions économiques.

La condition politique essentielle est un acte de pouvoir : il faut abolir par la force le monopole de classe des moyens de production par la bourgeoisie. Les conditions économiques sont celles qui permettent d'extirper de tous les domaines de la vie sociale la loi de la valeur dont on ne saurait détruire les résultats ultimes — la constitution de capital — sans détruire dans l'œuf l'échange qui, continuellement, les fait renaître. Il faut donc, d'une part aboutir à une rétribution des forces individuelles de travail totalement indépendante de la valeur d'échange que chacune d'entre elles représente ; d'autre part abolir les rapports de

la brutalité et l'antagonisme d'intérêts des rapports sociaux d'exploitation de classe, nous esquisserons ici, plus particulièrement en ce qui concerne les conditions de l'abolition du salariat, les fondements généraux de la théorie du socialisme scientifique, ou marxisme, qui précisément parce qu'elle se fonde sur un objectif historique situé au-delà des buts de l'activité syndicale, lui est aujourd'hui indispensable pour résister au grave péril qui la menace : son asservissement total à l'Etat bourgeois et aux intérêts du capitalisme.

marché entre unités de production.

Nous ne développerons pas ici les mesures pratiques nécessaires pour réaliser ce double objectif dont nous n'évoquons les deux principaux aspects que pour souligner les façons toutes différentes dont syndicalisme et socialisme entendent réaliser l'émancipation du travail salarié.

La vieille C. G. T. prétendait audacieusement abolir le salariat par une expropriation générale des entreprises capitalistes. Mais pour réaliser ce but ambitieux, les militants de la C. G. T. de l'époque ne disposaient guère que de deux formules typiquement apolitiques et plus généreuses que scientifiques : la grève générale et la libre association des producteurs. A ce syndicalisme révolutionnaire manquait la notion essentielle de la condition politique fondamentale du socialisme : la dictature du prolétariat.

Quant au syndicalisme réformiste, qui en France prit la succession du syndicalisme révolutionnaire après la guerre de 1914-1918, ce qui le caractérise — outre une négation encore plus catégorique de la dictature du prolétariat — c'est un aveuglement total à l'égard des conditions économiques du socialisme. L'émancipation du prolétariat, il en recherche les voies, non plus dans le radicalisme naïf de son prédécesseur, mais dans des modifications progressives des formes juridiques de propriété dans la société bourgeoise et tout en laissant intacts les rapports d'échange que ces formes juridiques recouvrent. Comme son homologue politique, l'opportunisme, le réformisme syndical a pour cheval de bataille les nationalisations qu'il considère comme « une première étape vers le socialisme ». En réalité, ce remplacement du patron privé par l'Etat-patron, non seulement ne change rien à l'exploitation capitaliste de la force de travail, mais encore il constitue, dans les périodes difficiles du capitalisme, un moyen efficace de sauver tout à la fois la domination économique et la domination politique du capital.

En effet, la nationalisation met à la charge de toute la société (c'est-à-dire, essentiellement, des classes pauvres) les secteurs déficitaires de la production, ou encore, lorsqu'ils sont devenus rentables, transfère à leurs clients ou fournisseurs privés les profits qu'ils réalisent. Par ailleurs, dans tout conflit entre l'Etat-patron et les salariés qu'il exploite, la « défense de la nationalisation », mot d'ordre souverain de l'opportunisme syndical, constitue un frein efficace de la lutte revendicative et accrédite par ailleurs l'illusion réformiste selon laquelle, dans la société capitaliste, le principal ennemi du prolétariat est le personnage physique du patron et non l'ensemble des rapports de production fondés sur l'exploitation de la force de travail.

Il existe une troisième conception de syndicalisme, bien qu'elle se défende d'en être une : c'est celle qui s'exprime par la revendication, particulièrement à la mode depuis mai-juin 1968, de la gestion ouvrière des entreprises. Non sans quelque analogie avec le syndicalisme révo-

lutionnaire d'antan, elle entend remplacer le patron privé, non plus par le patron « Etat », mais par ce qu'on pourrait appeler « l'ouvrier-patron ». La critique de cette formule est toute simple. Tous les rapports internes de l'entreprise sont déterminés par le système de production dans lequel elle fonctionne et donc, essentiellement, par la concurrence, par la compétition nécessaire à la lutte pour le marché. Face à ces exigences, ou bien le comité qui, au nom des ouvriers, gèrera l'entreprise, prendra vigoureusement en mains les intérêts de celle-ci, ou bien elle fonctionnera toujours davantage, à bas prix, et ce patron-là ne différera en rien du patron privé ; ou bien, plus « compréhensif », il subordonnera les intérêts de l'entreprise à ceux des ouvriers ; l'entreprise, dépassée par des rivales aux directions moins humanitaires, périllicitera, et il en sera bientôt fini d'elle et de sa « gestion ouvrière ». Le changement de gestion de la production capitaliste, pas plus que la modification de ses for-

mes de propriété, ne change quoi que ce soit à son principe et à son moteur : la concurrence, qui n'oppose pas seulement entre eux les individus de la société capitaliste, mais aussi ses unités de production.

Cette concurrence, dans le programme révolutionnaire du marxisme, est abolie par la dictature du prolétariat qui seule permet cette « intervention despotique » des classes exploitées dans le domaine des rapports économiques dont parle le Manifeste communiste de 1848 et qui constitue la condition préalable de toute transformation socialiste des rapports de production.

Pour se représenter de manière imagée comment le socialisme scientifique entend supprimer le salariat, on peut comparer deux types d'association humaine à l'intérieur desquels les rapports entre individus sont totalement différents. Dans la famille, même dans la société actuelle où l'argent est roi, ces rapports conservent encore quelques fondements naturels. Ses membres, simplement en tant que tels, ont des droits égaux à la subsistance : le fils aîné, même s'il n'apporte au foyer que le salaire d'un manoeuvre, aura la même pitance que le fils cadet, bien que celui-ci, par chance, puisse être ingénieur.

Dans l'association que constitue la société capitaliste, telle qu'elle est née de la dissolution des communautés primitives et de leur division en classe, les rapports internes entre individus sont fondés sur l'échange : la fraction de produit social qui revient à chaque travailleur salarié est fonction de la valeur plus ou moins grande de sa force de travail. Nous pouvons tout de suite formuler de façon lapidaire le principe de la répartition du produit social dans la société socialiste : ce sera celui du partage de la soupe familiale et non celui de la participation inégale du travail salarié et du capital dans la société bourgeoise !

(à suivre)

## Deux méthodes de domination de la bourgeoisie

Dès la naissance du fascisme, notre courant s'opposa radicalement aux nostalgies d'un « meilleur » gouvernement bourgeois, qui devaient par la suite prendre une telle importance que les partis communistes dégénérés, après avoir été les sergents-recruteurs du bloc impérialiste « démocratique » dans la seconde guerre mondiale, fournirent des ministres « communistes » aux gouvernements de libération nationale et se transformèrent en simples partis parlementaires, populaires et démocratiques. Au sein de l'Internationale communiste, notre courant défendit cette thèse sans équivoque : l'emploi hypocrite d'une violence dissimulée derrière le masque de la démocratie et le recours direct à une violence déclarée, à la manière fasciste, ne constituent pas deux méthodes de gouvernement divergentes et propres à deux couches sociales différentes, l'une progressiste et l'autre réactionnaire (voire même... agrarienne et semi-féodale !), mais bien deux méthodes complémentaires que la classe dominante dans son ensemble utilise alternativement en fonction de l'évolution du rapport de forces avec la classe opprimée. Il est nécessaire d'ajouter que c'était là la thèse classique de toute la gauche du mouvement ouvrier et non l'expression d'une découverte ou, si l'on veut, des élucubrations d'un courant particulier.

En décembre 1910, dans un article sur « les divergences dans le mouvement ouvrier européen », Lénine écrivait : « Une des causes » extraordinairement importantes des divergences entre militants du mouvement ouvrier, est constituée par les changements dans la tactique des classes dominantes en général et de la bourgeoisie en particulier. Si la tactique de la bourgeoisie était toujours uniforme » ou tout au moins toujours du même type, la classe ouvrière apprendrait rapidement à lui opposer une tactique tout aussi uniforme et homogène. En réalité, la bourgeoisie élabore nécessairement, dans tous les pays, deux systèmes de gouvernement, deux méthodes de lutte pour ses intérêts et pour la défense de sa domination, deux méthodes qui, tantôt alternent, tantôt s'unissent dans des combinaisons multiformes. La première est la méthode de la violence, du refus de toute concession au mouvement ouvrier, de l'appui à toutes les vieilles institutions dépassées, du refus inflexible de toute réforme. Voilà l'essence de la politique conservatrice qui, en Europe occidentale, cesse toujours davantage d'être la politique des propriétaires fonciers et devient toujours plus un des expédients de la politique générale de la bourgeoisie. La seconde est la méthode du « libéralisme », des pas en direction de l'élargissement des droits politiques, des réformes, des concessions, etc. Si la bourgeoisie passe d'une méthode à l'autre, ce n'est ni à cause de noirs desseins individuels ni par hasard, mais sous l'effet des contradictions internes de sa propre situation. »

Donc pour Lénine, les deux méthodes faisaient déjà partie dans cette période de l'arsenal général de la bourgeoisie, et c'est pour ne pas l'avoir compris que le mouvement ouvrier succombait à l'opportunisme entretenu par l'illusion qu'une des deux méthodes, celle de la violence, constituait un « retour en arrière » et qu'il fallait donc appuyer l'autre, plus « progressive », en abandonnant l'arme de la lutte révolutionnaire. Lénine souligne d'autre part que les deux méthodes sont complémentaires et se combinent souvent.

C'est précisément ce qui se produit aujourd'hui, comme nous le soutenons depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (et même depuis 1924 !) : le fascisme devient réformiste et la démocratie fasciste, les deux méthodes se mêlent et alternent « utilement » dans la lutte contre le prolétariat. Tant il est vrai que l'analyse marxiste prévoit ce qui ait doit nécessairement se produire !

Directeur-Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
1, 3 et 5, boulevard Schœssing  
M A R S E I L L E (X<sup>ma</sup>)

Distribué par les N. M. P. P.

# Capitulation sur toute la ligne CHEZ BERLIET

Les mises en scène de "l'Humanité"

Un frisson nous a saisi à la lecture du titre ronflant que "l'Humanité" du 10 janvier consacre à l'accord d'entreprise Berliet : « 26.000 salariés de Berliet forcent le patron à conclure un accord ». Un important épisode de la lutte des classes nous aurait-il échappé ? Comment forcer le capital à accorder quelque chose sinon en luttant contre lui au moyen de la seule arme du prolétariat : la grève ? Nous avons donc fébrilement consulté la presse locale pour avoir un compte rendu de cette bataille inconnue. Le patronat peut se rassurer. Voici ce que dit le communiqué de Berliet :

« La Direction et l'ensemble des organisations syndicales se sont mis d'accord sur le programme social de 1970. Il a été convenu que, pendant la durée du contrat et sur les sujets traités, le respect des engagements sera la règle commune ».

Et voici ce qu'a déclaré le délégué de la C.G.T. qui a, par mégarde, mangé le morceau, à la conférence de presse ("Le Progrès" de Lyon, 10 janvier 1970) :

« Cette consultation démontre, s'il en était encore besoin, que là où le patronat propose des accords positifs, améliorant les conditions de vie et de travail du personnel en excluant toutes restrictions du droit de grève, la C.G.T. et avec elle l'ensemble des travailleurs sont d'accord pour les signer ».

Autrement dit, en clair : la Direction a proposé son « programme social pour 1970 » et les négociateurs professionnels de la C.G.T. et des autres syndicats sont venus palabrer. Contre l'assurance du respect des engagements sur les sujets traités, c'est-à-dire en fait la promesse de ne faire la grève ni pour les salaires, ni pour la durée du travail, ni pour les retraites — en somme pour aucune des revendications qui sont justement susceptibles de déclencher des grèves ! — les bonzes ont « obtenu » que l'accord ne mentionne par écrit aucune restriction du droit de grève. Des juristes appelleraient cela le remplacement d'un accord écrit par un accord tacite. La triste victoire des travailleurs de Berliet consiste en ce que leur volonté revendicative, au lieu d'être châtrée par la Direction, le sera directement par leurs propres dirigeants syndicaux.

Voilà comment on fabrique une « grande victoire des travailleurs » ! Quand la Direction fait semblant de concéder de grands avantages, elle fait habilement son boulot. Mais quand la C. G. T. et le P. C. F. cherchent à convaincre les ouvriers qu'ils ont conquis de grands avantages — alors qu'ils n'ont eu que les miettes qu'on avait prévu de leur jeter — ils font le boulot de la Direction et du Capital. Toute cette mise en scène rappelle celle des matches de catch à la télévision : combats simulés, grimaces de théâtre ; adversaires en apparence, complices en fait.

## Les résultats des négociations

Peut-être certains prétendront-ils que nous exagérons. Eh bien, considérons LES FAITS. Le 2 décembre est distribué à 3100 exemplaires "Le Lien", n° 11, bulletin des syndiqués C. G. T. de Berliet-Vénissieux. C'est un numéro « Spécial négociations » où figurent : 1) les revendications initiales ; 2) les propositions de la Direction ; 3) les contre-propositions visant à « améliorer les propositions patronales ».

Nous allons donc comparer le volume du plat de lentilles réclamé par les délégués en échange de la paralysie du syndicat et celui qu'ils ont finalement accepté :

### I) RATRAPAGE DU POUVOIR D'ACHAT (p. 3)

C. G. T. : 6,5 % à partir du 1 janvier 1970.  
PATRON : 2 %.

ACCORD du 9 janvier 1970 : 2 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

### II) S. M. I. G. BERLIET (p. 4)

C. G. T. : revendication initiale, 858 francs ; contre-proposition : 870 francs.

PATRON : 820 francs.

ACCORD : 820 francs.

### III) DUREE DU TRAVAIL (p. 6)

1969 : 45 heures.

C. G. T. : 1970, 43 heures ; 1971, 41 h. 30 ; 1972, 40 heures.

PATRON : 30 minutes de réduction au 1<sup>er</sup> janvier 1970 et 30 minutes après les congés.

ACCORD : 44 h. 30 au 1<sup>er</sup> janvier 1970 et 44 heures le 1<sup>er</sup> septembre 1970.

### IV) MENSUALISATION (p. 6)

C. G. T. : « véritable mensualisation de tous les ouvriers ».

PATRON : 1500 ouvriers en deux étapes.

ACCORD : 1500 ouvriers.

### V) RETRAITES (p. 5)

C. G. T. : avancement à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes pour travaux pénibles. Contre-proposition : « que tous les ouvriers, sans critère d'ancienneté, puissent partir à la retraite à 63 ans, sans perte de ressources ».

PATRON : « une étude sera faite ».

ACCORD : 63 ans ; si 20 ans d'ancienneté, couverture des traitements à 100 % (on touchera à 63 ans ce qui aurait été touché à 65) ; si 15 ans, à 88 % ; si 10 ans, à 76 % ; si 5 ans, 64 %.

Sur tous les points essentiels, la Direction a concédé exactement ce qu'elle voulait dès le début ! Voilà, camarades, à quoi servent ces discussions, à quoi sont employées ces « libertés syndicales », dont les bonzes syndicaux font si grand cas et à quelle occasion peut se produire l'unité de la C.F.D.T. et de F.O. avec la C.G.T. !

## La formule du "socialisme" travailliste : "SERREZ LA CEINTURE"

Dès la fin de septembre dernier, des données optimistes sur la reprise de l'économie britannique avaient fait renaître l'espoir chez les capitalistes d'Outre-Manche, leur promettant un avenir meilleur après la sombre période de la dévaluation de la livre. Depuis, les chiffres ont confirmé ce retour aux bonnes affaires : en novembre la balance commerciale a eu, après quatre mois consécutifs, un solde positif.

Il est reconnu de toute part que ce résultat est dû aux dispositions restrictives appliquées par ces personnes « réalistes » que sont les chefs travaillistes siégeant au gouvernement. Les curieuses mesures « socialistes » qu'ils ont réalisées tendaient en effet à décourager les importations et à favoriser les exportations. Par ailleurs, la situation extrêmement favorable du commerce mondial — qui accuse 15 % de développement annuel — a contribué à parfaire ce succès.

Le mouvement des recettes dites « invisibles » (tourisme, location, assurances) a enregistré un progrès de 40 millions de livres par mois et le compte capital, qui accusait « des passifs supérieurs à 100 millions de livres par an durant les trois der-

nières années... a présenté, au cours du troisième trimestre, un actif de 73 millions de livres, ce qui correspond à près de 300 millions de livres pour l'année » ("Le monde économique", 20 décembre 1969).

Ce bon gouvernement travailliste a donc réussi à redonner confiance aux capitalistes et les « fonds spéculatifs », qui avaient abandonné la Grande-Bretagne durant les fluctuations du franc et du mark, sont revenus. Mais le résultat le plus considérable, c'est sur le plan syndical que le gouvernement travailliste l'a obtenu. Le ministre du Travail et de la Productivité (naturellement de la productivité « en général », « au profit de tous ») Barbara Castle a publié le 11 novem-

bre un nouveau Livre Blanc intitulé « Productivité, prix et revenus en 1969 ». Il ne s'agit nullement de mettre fin à la fameuse « politique des revenus », mais bien au contraire de la poursuivre. Le Livre Blanc établit que « les augmentations de salaires des prochaines années seront maintenues entre un taux annuel minimum de 2,5 % et un taux maximum de 4,5 % ».

Un autre point à relever dans ce Livre Blanc c'est qu'il rend effective la disposition de la fameuse deuxième partie du « Prices and incomes act » qui impose de communiquer toute proposition d'augmenter les salaires ou les prix ; le gouvernement a ainsi la possibilité de retarder cette augmentation de trois mois, aux termes desquels un organisme suprême, naturellement « au-dessus des parties » — le "National Board of Prices and Incomes" — donne sa propre sentence. On voit bien par là que les travaillistes et les fascistes peuvent se donner la main et que les mesures de protection de l'économie nationale, dans tous les pays du monde, ne tendent qu'à défendre les intérêts du capital en imposant au prolétariat une compression énergétique de son niveau de vie.

C'est la confirmation d'une vieille vérité : travail et capital sont inconciliables et ceux qui travaillent à cette conciliation n'ont qu'une devise pour les ouvriers : serrez la ceinture !

## La Fonction de la Social-Démocratie

(Suite de la page 2)

passés de l'autre côté de la barricade, et qui consistent à favoriser l'accession des sociaux-démocrates au pouvoir, non seulement elles montrent une totale incompréhension des problèmes tactiques selon la méthode marxiste, mais elles dissimulent le pire piège. Il est nécessaire de détacher le prolétariat des hommes et du parti destinés à remplir la fonction contre-révolutionnaire de la social-démocratie en séparant par avance les responsabilités de la façon la plus tranchée.

Naturellement, cela découragera ces hommes et ces groupes et retardera le moment où ils accepteront l'invitation de la bourgeoisie à assumer le pouvoir ; mais il est bon qu'ils s'y résignent seulement dans des conditions extrêmes, quand cette manœuvre elle-même ne pourra plus freiner la décomposition de l'appareil d'Etat bourgeois.

Il est presque certain que la bataille finale sera livrée à un gouvernement d'ex-socialistes, mais notre tâche n'est pas de leur faciliter l'accession au pouvoir ; elle est au contraire de préparer le prolétariat à l'accueillir dès le début comme une

déclaration de guerre et non comme la promesse d'une trêve dans la lutte de classe et d'une solution pacifique des problèmes de la révolution. Cette préparation ne sera possible qu'à condition d'avoir dénoncé devant les masses le mouvement social-démocrate, ses méthodes et ses desseins ; c'est pourquoi ce serait une erreur colossale de sembler consentir à la tentative de les expérimenter.

C'est pour toutes ces raisons que nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une expérience, non seulement nationale, mais internationale, et que le martyre des prolétariats de Hongrie, de Finlande et d'autres pays doit suffire pour épargner aux prolétariats d'Occident, grâce à l'œuvre infatigable des partis de l'Internationale communiste, la nécessité d'apprendre par eux-mêmes et au prix de leur propre sang quelle est la fonction historique de la social-démocratie !

Celle-ci suivra nécessairement sa voie, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tôt possible, avant qu'elle soit parvenue à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat.

## Vietnam : le silence

En mai 1968 ("le prolétaire", n° 54), nous écrivions : « Contre la force colossale de l'impérialisme, tout héroïsme national est vain s'il n'est pas relayé par la mobilisation internationale du prolétariat ». La leçon à tirer du conflit vietnamien c'est en effet qu'on ne peut faire d'anti-impérialisme au détail et que l'hypothétique « multiplication des Vietnam » ne saurait abattre seule la domination mondiale du Capital. Pour ne pas vouloir tirer ces conclusions la presse gauchiste fait un silence gêné sur ce qui faisait auparavant ses choux gras...

Avoir cru à un règlement négocié favorable, c'est ignorer que toute négociation constate un rapport de forces. Seuls les fous pouvant imaginer qu'il est en faveur des vietnamiens, on fait généralement intervenir dans la balance le fameux « camp socialiste »...pour rétablir hypothétiquement l'équilibre.

C'est oublier bien vite quel a été le rôle de la Chine et de la Russie lors des négociations de Genève en juillet 1954. L'expérience est pourtant édifiante : bien que la ligne de démarcation se soit alors établie en fait au 13<sup>e</sup> parallèle, Chou En Lai fit accepter au Viet Minh le 16<sup>e</sup> et Molotov le 17<sup>e</sup> ! Le Viet Minh demandait des élections générales dans un délai de six mois, Molotov imposa deux ans, etc...

Tout cela prouve que le « tiersmondisme » n'est que la vieille coexistence pacifique sous une nouvelle appellation. On substitue la violence — pour d'autres, évidemment — à l'émulation, mais l'essentiel demeure : c'est l'extension du « camp socialiste » qui doit vaincre l'impérialisme (l'impérialisme U. S. s'entend ; puisqu'on ne parle que de celui-là). Le tiersmondisme, par ailleurs, est avant l'heure l'idéologie de guerre de la bourgeoisie qui vise à cacher aux prolétaires l'identité sociale des blocs en présence. Comme toujours, les pacifistes d'aujourd'hui seront les jusqu'au boutistes de demain.

Doit-on se désintéresser pour autant des luttes de libération nationale ? Certes non. Quand, à la faveur de la crise, le prolétariat des pays développés s'éveillera à la lutte de classe radicale, l'appoint que lui apporteront les peuples du Tiers monde sera peut-être décisif, en tout cas très important. Mais nous en sommes encore loin et l'idéologie tiersmondiste est précisément un des nombreux freins à la reprise décisive, celle qui frappera le capitalisme au cœur, dans les métropoles impérialistes, en Russie comme en Amérique et en Europe.

## Comme larrons en foire

Après l'affaire des contrats de progrès signés par F. O. et C. F. D. T., il est difficile d'ignorer le rôle de collaboration de classe de ces deux Centrales syndicales. Cela n'empêche pourtant pas les dirigeants de la C. G. T. de feindre l'étonnement au vu de leur attitude : « Les camarades C.F.D.T. et F.O. n'éprouvent-ils pas de l'amer-tume ? », s'est demandé G. Séguy devant les ouvriers de Renault-Le Mans. « Ne regrettent-ils pas de voir leur organisation syndicale apparaître en fait comme une force d'appoint au pouvoir ? » En somme, Séguy s'afflige de ce que les syndicats jaunes se montrent tels qu'ils sont : des complices du gouvernement et du patronat. Et il fait le sot : « Franchement, nous ne comprenons pas les raisons qui ont incité la direction de la C.F.D.T. à choisir les circonstances actuelles pour déclencher, à la grande satisfaction de nos ennemis communs, une offensive anti-cégétiste... On ne voit pas quel intérêt la C.F.D.T. elle-même peut trouver dans une relance des polémiques inter-syndicales... Attitude inattendue », ajoute Séguy.

Comme si F.O. et la C.F.D.T.

(ex-C.F.T.C.) n'avaient pas toujours agi ainsi dans les circonstances cruciales et au profit du capital ! Mais Séguy n'est pas aussi « ignorant » de ce fait qu'on pourrait le croire à l'entendre : cet étonnement jésuitique est précisément destiné à cacher aux masses cette fonction congénitale des syndicats jaunes : si les ouvriers venaient à s'en souvenir, il en serait fini du « front syndical commun » entre les trois centrales et de toute possibilité, pour elles, de s'entendre comme larrons en foire sur le dos du prolétariat !

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAYRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, TOULON, désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

### REUNION PUBLIQUE A LYON

Le Samedi 21 février, à 18 heures

BRASSERIE DE L'ETOILE

1, Cours Gambetta (3<sup>e</sup>)

QU'EST-CE QUE LE  
PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONAL ?